RÉVÉLATIONS

Quand Lafarge com posait avec Daech

Plusieurs associations et 11 anciens employés du groupe en Syrie poursuivent le leader mondial des matériaux de construction pour "financement d'entreprise terroriste", "complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité", "mise en danger délibérée d'autrui", mais aussi pour "travail forcé et réduction en servitude". Ils accusent également l'Etat français d'avoir encouragé Lafarge à poursuivre son activité dans la région à tout prix... quitte à verser un tribut à l'Etat islamique!

PAR ANTOINE CHAMPAGNE ET JACQUES DUPLESSY

'affaire semblait si promet- CIMENTER teuse... Le 23 janvier 2008, Lafarge officialise l'acquisition d'Orascom Cement pour 8,8 milliards d'euros. La holding Orascom est alors le cimentier numéro un en Egypte, en Algérie, aux Emirats arabes unis et en Irak. Le groupe est également très bien placé en Arabie saoudite, en Turquie et en... Syrie. Bref, une fort jolie prise pour rassasier l'appétit de Lafarge. A l'annonce du rachat, le titre du groupe français s'envole d'ailleurs en Bourse. Tout va pour le mieux... Au point que deux ans et demi plus tard, en octobre 2010, ce qui est devenu Lafarge Cement Syria (LCS) inaugure en grande pompe l'usine de Jalabiya dans le nord de la Syrie, près de la frontière avec la Turquie. Un investissement de plus de 650 millions de dollars! L'objectif est d'écouler 2,5 à 3 millions de tonnes de ciment sur le

marché local.

DES RELATIONS Cette photo, postée sur Facebook par des combattants syriens, atteste des liens entre Lafarge et l'organisation terroriste.

Dès la fin du premier trimestre 2011, dans le sillage des printemps arabes, la situation se tend dans le pays. Et la guerre ne tarde pas à éclater. En septembre, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU déclare la Syrie en état de guerre civile. Et les problèmes commencent pour le cimentier qui se résout, pour protéger ses activités, à verser un tribut aux différentes milices belligérantes.

En mars 2013, l'Etat islamique (EI) prend Raqqa, situé à 80 km de l'usine. Pour autant, Lafarge n'abandonne pas son site. Le 1er juillet 2014, l'organisation terroriste contrôle carrément tout le nordest de la Syrie. Daech ou pas, pour Lafarge, c'est encore et toujours

business as usual. La cimenterie de Jalabiya continuera de tourner jusqu'au 19 septembre 2014, date de l'attaque de l'Etat islamique qui finit par s'en emparer. Entre-temps, la guerre aidant, le prix du béton s'est envolé. Tout bon pour les affaires du cimentier!

Trois ans plus tard, l'association Sherpa, l'European Center For Constitutional And Human Rights (association allemande) ainsi que 11 anciens employés de Lafarge en Syrie se sont donc décidés à poursuivre le groupe pour « financement d'entreprise terroriste », « complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité », « mise en danger délibérée d'autrui », mais aussi « exploitation abusive du tra-

vail d'autrui, conditions de travail indignes » et « travail forcé et réduction en servitude ». La Coordination des chrétiens d'Orient (Chredo) s'est associée à cette plainte pour « crimes contre l'humanité », mais ce chapelet d'accusations n'ébranle pas l'assurance du groupe.

BÉTONNER SA DÉFENSE

Après avoir cimenté leurs relations avec Daech, voilà en effet que les anciens cadres de Lafarge bétonnent leur défense. En se protégeant derrière un sacré parapluie: ils accusent l'Etat français d'avoir non seulement tout su de leur activité, mais de les « avoir vivement encouragés à rester » en Syrie!



L'USINE DE JALABIYA, Syrie, près de la frontière turque, a tourné jusqu'au 19 septembre 2017, date à laquelle Daech s'en empare. Mais, pour Lafarge, les affaires ont continué...

Or, les documents auxquels Marianne a eu accès montrent la volonté de Lafarge de continuer son activité en Syrie à tout prix et confirment le rôle trouble joué à l'époque par le ministère des Affaires étrangères français.

Ainsi, auditionné par les enquêteurs, le directeur général adjoint du groupe, Christian Herrault, explique sans détour : « Les milices, elles changent d'allégeance. Ce qui était un peu fou, c'est que toutes étaient alimentées en armes et argent par le Qatar et l'Arabie saoudite, sous le regard américain, sans aucun discernement. On aime bien mettre des noms sur les choses mais là-bas rien n'est simple. » Ce haut dirigeant ne cache pas que le cimen-

tier a accepté le « racket » de ces groupes armés : « L'économie de racket a commencé en septembre ou octobre 2012, souligne-t-il. Jean-Claude Veillard et Jacob Waerness respectivement directeur sûreté du groupe Lafarge à Paris et responsable de la sécurité sur place] sont allés rencontrer des milices de l'Armée de libération syrienne. Il était très clair qu'elles étaient indépendantes et ne voulaient pas se coordonner. Elles voulaient taxer tout ce qui passait par les routes, dont les distributeurs. C'était clairement du racket, même si ce sont les "bons" qui rackettaient. » Devant les enquêteurs il précise: « Tous les six mois, on allait voir le Quai d'Orsay, qui nous poussait à rester. Le Quai d'Orsay nous encourageait vivement à rester. »

Frédéric Jolibois, directeur général de Lafarge Cement Syria du 21 juillet 2014 au 14 août 2016 affirme, lui, aux enquêteurs qu'il était en contact régulier avec la Direction générale du renseignement extérieur (DGSE) et avec les services diplomatiques français en Turquie et en Jordanie. Même son de cloche du côté de Christian Herrault: « On allait voir tous les six mois l'ambassadeur de France pour la Syrie, Franck Gelet (et avant Eric Chevalier) et personne ne nous a dit: "Maintenant il faut que vous partiez." »

Marianne a constaté la trace de ces visites à l'ambassade de >

"TOUS LES SIX MOIS, ON ALLAIT VOIR LE QUAI D'ORSAY, QUI NOUS POUSSAIT À RESTER." CHRISTIAN HERRAULT, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DU GROUPE LAFARGE

3 au 9 novembre 2017 / Marianne / 9 8 / Marianne / 3 au 9 novembre 2017